

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

FINANCES PUBLIQUES - Constat inquiétant de la mission du Fmi : Le Sénégal vers la banqueroute

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 17 septembre 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Toutes les solutions sont envisagées pour réduire le trou du Trésor. Après avoir arrêté les subventions des produits alimentaires, l'Etat a pensé à vendre des bijoux comme l'hôtel Méridien Président, mais personne ne lui a proposé un bon prix. Il se tourne maintenant vers les banques et les marchés internationaux, mais sa marge n'est pas grande. La mission du Fmi, actuellement à Dakar, veut se rendre compte des efforts de l'Etat pour redresser la situation, avant d'informer qui de droit. Le couperet de Washington ne viendra sans doute que plus tard.

Le Quotidien : Mercredi 17 Sep 2008 En ces moments difficiles pour les finances du pays, les pouvoirs publics cherchent désespérément tous les moyens imaginables pour combler le gros déficit du Trésor public. Même la vente de l'hôtel Méridien Président est envisagée. Le seul ennui est que, quand l'Etat espère pouvoir tirer au moins une centaine de milliards de francs Cfa du plus grand site hôtelier du Sénégal, les clients potentiels n'en proposent même pas la moitié. « *Quand les gens savent que vous avez besoin d'argent de manière urgente, ils font de la surenchère, parce que vous avez le couteau sur la gorge* », commente un observateur. C'est dans ce contexte de morosité financière que s'opère la visite, à Dakar, d'une équipe du Fonds monétaire international (**Fmi**). Le journal *Le Populaire*, qui a annoncé avant-hier l'arrivée de cette mission, a tiré sur la sonnette d'alarme, mais n'a sans doute pas imaginé à quel point la situation économique du pays est dégradée. L'état des finances publiques est si catastrophique que les collaborateurs de Dominique Strauss-Kahn se sont sentis obligés de venir mettre leur nez dans les comptes de l'Etat plus tôt que prévu. La mission actuelle -celles que l'on appelle habituellement, une Staff visit- était attendue à la mi-novembre ou, au plus tôt, en fin octobre. Mais les péripéties qui ont entouré la découverte du déficit des 450 milliards du Trésor public ont précipité les choses. « *Maintenant, les gens du Fmi se méfient, et ils ne veulent pas avoir d'autres surprises, du genre de ce qui s'est passé avec Ibrahima Sar* », commentent, mi-figue mi-raisin, des fonctionnaires bien placés dans l'Administration. Car les dégâts de M. Sar continuent de faire des ravages qui font que les fonctionnaires de Washington continuent de s'interroger si c'est vraiment l'œuvre d'une seule personne. L'ancien ministre délégué au Budget avait mis en place un système pour sortir de l'argent du Trésor sans passer par les mécanismes de contrôle, qui a fait preuve de sa redoutable efficacité. Cela lui permettait d'opérer des avances de trésorerie pour différentes « clientèles », au nez et à la barbe de toutes les structures de contrôle, ce qui ne fait que croître l'inquiétude. Au passage, certains, parmi les Sénégalais qui se sont entretenus avec les fonctionnaires venus de Washington, confient que les envoyés de l'institution financière internationale ne comprennent pas que l'ancien ministre du Budget ait pu s'en sortir sans aucune poursuite, tellement ce qu'il a fait est grave. L'un d'eux confie : « *Les caisses de l'Etat sont vides. Et jusqu'à présent, les différents contrôles montrent à quel point son action a été pernicieuse. Il est certain que le Fmi ne fera pas de cadeau au Sénégal, et va imposer des mesures draconiennes pour permettre de rétablir la situation de manière rapide.* »

Salaires en sursis C'est sans doute pour discuter des conséquences de la situation ainsi créée, et des possibles mesures de redressement, que les membres de la mission s'entretiennent, depuis leur arrivée, avant-hier, avec diverses personnalités du pays. Même le conseiller du président de la République, M. Karim Wade, a rencontré l'équipe des fonctionnaires internationaux. Avec lui, comme avec tous les interlocuteurs, la conversation a porté sur les moyens de redresser rapidement la situation financière et, une fois de plus, de résorber la dette intérieure du pays, qui a dépassé le seuil critique. L'arrêt des subventions et la suspension des droits et taxes sur certains produits alimentaires rentrent dans cette logique. Même si cela n'a pas servi à grand-chose, cela a au moins empêché la situation de devenir encore plus incontrôlable, pensent les milieux financiers. Les observateurs qui s'inquiétaient de voir l'Etat se débarrasser de ses actions dans la Sonatel, ont été rassurés par le départ de Ibrahima Sar. Plusieurs proches du pouvoir annoncent que cette option n'est plus à l'ordre du jour. Des confidents du ministre de l'Economie et des Finances assurent que « *le ministre d'Etat n'a jamais approuvé cette option. Il semble que ce soit plutôt Ibrahima Sar qui poussait à cette solution, qui lui aurait permis, en comblant le déficit, de couvrir ses turpitudes. Même si, en fin de compte, le pays y aurait perdu* ». Maintenant, le gouvernement essaie de monnayer sa crédibilité auprès des banques locales ainsi que des institutions financières internationales, pour trouver rapidement du liquide, même à court terme. « *Les gens n'osent pas prononcer le terme, mais on s'inquiète de plus en plus, que si la situation n'est pas rapidement redressée, même les salaires auraient du mal à être payés dans les mois à venir.* »

Ce serait une véritable catastrophe. » Quoi qu'il en soit, les options ne sont pas très larges pour le gouvernement, en matière de solutions pour régler rapidement cette situation des plus inquiétantes. Tous les observateurs s'accordent à penser que rogner sur les frais de fonctionnement de l'Etat, pour économiser 100 milliards de francs, ne peut que constituer un cautère sur une jambe de bois. Mais le pays n'a pas une grande marge de manœuvre, malheureusement. Si on se dit qu'aucune annonce spectaculaire ne sortira de cette Staff visit d'une semaine, la mission se chargeant de rendre compte aux dirigeants du Fmi à Washington, il est certain que le Sénégal n'est pas encore sorti de l'auberge, d'autant que, dans l'état actuel de ses relations avec le Fmi, c'est plus le pays qui a besoin de l'institution de Bretton Woods que le contraire. Il est tout simplement à craindre que si les pouvoirs publics ne redressent pas la situation, le Fmi ne leur impose des solutions encore plus drastiques.

Auteur : Mohamed GUEYE

...20 septembre 2008 lire aussi : [**Les autorités à cache-cache avec la mission du Fmi : Sénégalais, l'Etat n'a plus d'argent !**](#)
